

24/146 /DCA/SE-VGN

DECISION
PORTANT APPROBATION D'UNE CONVENTION POUR L'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU PARKING DU GYMNASE DU MOULIN À VENT

Le Maire de la Commune de Coignières,
11^{ème} Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L.2221-1 lequel dispose que « *les personnes publiques (...) gèrent librement leur domaine privé selon les règles qui leur sont applicables* »,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté municipal n°00-112/DT du 12 décembre 2000 portant limitation du poids total autorisé en charge des véhicules circulant sur les voies communales,

Considérant l'organisation sur la Commune du 31^{ème} RAID et semi-RAID 28 par l'association « ÉQUIPE TUROOM », le samedi 25 et le dimanche 26 janvier 2025 au Gymnase du Moulin à Vent ;

Considérant que durant cette manifestation l'association « ÉQUIPE TUROOM » souhaite proposer un point de vente de restauration rapide à destination du public ;

Considérant que l'association « ÉQUIPE TUROOM » a proposé à **M. Lionel CLUZEAU** domicilié 99 avenue du Général Leclerc à PALAISEAU 91120 – Enregistré au registre du commerce et des sociétés sous le n° 884 395 385 R.C.S Evry, un emplacement sur le parking du Gymnase, rue du Moulin à Vent à Coignières afin de réaliser cette prestation ;

Considérant que le Gymnase du Moulin à Vent relève de l'occupation du domaine privé de la Commune,

DECIDE

ARTICLE 1 : M. Lionel CLUZEAU est autorisé à installer son camion Food-Truck-Crêperie sur un emplacement de parking, au Gymnase du Moulin à Vent, **le samedi 25 janvier 2025 de 17h à 23h**, à charge pour lui de se conformer aux conditions spéciales suivantes :

a) Dans le cadre de la pandémie de COVID 19, **M. Lionel CLUZEAU** devra mettre en place les moyens nécessaires afin de faire respecter les mesures gouvernementales en vigueur.

b) La présente décision sera affichée visiblement sur le camion de vente.

c) Le libre passage des piétons et la sécurité de ces derniers devront être assurés par une signalisation. La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur. Aucun dépôt de matériel ou matériau ne sera toléré sur l'espace réservé. L'espace utilisé sera tenu en parfait état de propreté.

d) Dans le cas de détérioration de l'emplacement qui serait due à la présence du camion, le pétitionnaire sera tenu de procéder, à ses frais, à la reprise de la surface endommagée.

e) Le pétitionnaire demeurera exclusivement responsable de tout accident ou incident dont la présence du camion serait directement ou indirectement la cause. Il devra, en particulier, prendre des précautions afin d'éviter toute détérioration dans la zone.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. Elle est délivrée à titre précaire et révocable et pourra être retirée à tout moment.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons.

ARTICLE 3 : En application de l'article L.2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupation du domaine privé de la Commune par le camion Food-Truck-Crêperie, dans la mesure où elle est exclusivement attachée à la manifestation du 31^{ème} RAID et semi-RAID 28 est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 4 : Les infractions seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 5 : La présente décision fera l'objet d'une transmission à la Sous-Préfecture de Rambouillet, d'une présentation au conseil municipal et d'une notification au titulaire

Fait à Coignières, le 08/10/2024


Le Maire,
Didier FISCHER
Vice-Président de la CA de Saint-Quentin-en-Yvelines

Le présent acte peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles - 56 Av. de Saint-Cloud, 78000 Versailles, ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.